

Rassemblement mardi 1^{er} juin à 14 h place de la Sorbonne**Grand emprunt : mode d'emploi d'une arnaque**

Le 1^{er} juin, Valérie Pécresse va « présenter les premiers appels à projets des investissements d'avenir » du Grand emprunt. Ses shows médiatiques et ses mensonges ne masqueront plus très longtemps la réalité : la France coule.

Henri Audier, membre du bureau national du SNCS-FSU

D'après l'OCDE, la France a pris un grave retard entre 2002 et 2008. Alors que dans TOUS les pays les dépenses de recherche publique progressaient de 10, 30 voire 70 %*, les dernières données de l'OCDE montrent qu'en monnaie constante ces mêmes dépenses ont baissé en France de 1,4 % entre 2002 et 2008. Beaucoup plus par rapport au PIB. Pour 2008, malgré le « 1,8 milliard de plus » claironné par Pécresse et Sarkozy, l'OCDE n'a détecté aucun centime dépensé de plus.

Au cours des mêmes années, les dépenses de recherche des entreprises (investissements + aides) ont aussi baissé, malgré 4 milliards de plus d'aides de l'État (CIR [crédit impôt recherche]). Dans le même temps, ces dépenses progressaient* notamment dans les pays suivants : le Royaume-Uni de 14 %, l'Allemagne de 17 %, les États-Unis de 27 %, la République tchèque et la Corée de 67 %, la Chine de 180 %.

Cette situation est d'abord le fait des gouvernements depuis 2002. Ils ont vidé les caisses par une fiscalité favorable aux couches aisées et par la multiplication des niches fiscales, creusant ainsi déficits et dette. Ces déficits ont servi de prétexte à la démolition du service public (via la RGPP) et au sacrifice de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Comparée aux 10 à 15 milliards/an du « paquet fiscal », la création de 5 000 emplois par an dans l'ESR aurait coûté de l'ordre de 300 millions annuels. Alors que les étudiants se détournent des métiers de la recherche et de l'enseignement supérieur, rien n'a été fait pour les attirer. Pire, 2 000 suppressions d'emplois sont programmées dans les EPST à partir de 2011.

Cette situation vient aussi des grands groupes privés qui ont diminué le financement de leur recherche quand l'aide de l'État augmentait : ainsi, 4 milliards d'aides ont été recyclés en profits. Il ne faut pas aller chercher très loin les causes de la désindustrialisation et du déficit chronique du commerce extérieur depuis 2002.

Le Grand emprunt est une sinistre plaisanterie par rapport aux enjeux mondiaux. Ce sont au moins deux milliards de plus par an qu'il faudrait consacrer à

l'ESR pour atteindre l'objectif des 3 % du PIB... en 2020. Les modestes revenus de ces 16 milliards de l'emprunt destinés à l'ESR ne compenseront pas la baisse des moyens budgétaires des établissements annoncée par l'Élysée. Des paroles aux actes : dès janvier dernier, 125 millions ont été annulés sur le budget 2010 de l'ESR. Et Fillon vient de confirmer, après Éric Woerth, que les « opérateurs de l'État » devront économiser en trois ans 5 % des emplois et 10 % des crédits.

L'emprunt est un moyen supplémentaire de pilotage de la recherche publique. Seuls quelques sites choisis par des comités *ad hoc* entièrement nommés bénéficieront des revenus de l'emprunt. Les premiers appels d'offres porteront sur les équipements, les laboratoires « d'excellence », les instituts de recherche technologique et les instituts hospitalo-universitaires. Quant aux campus d'excellence, qui officialiseront la disparité entre universités, « ces projets demanderont un temps de maturation », dit V. Pécresse, qui précise « c'est une logique d'emboîtement et de maturation progressive des différents appels d'offres ». Cette logique de lotos successifs consiste en réalité à pousser tous et chacun, les gagnants comme les nombreux futurs perdants, à s'inscrire dans les priorités gouvernementales.

Tout ce qui a trait au progrès et à la transmission des connaissances est toujours plus dévoyé. L'autonomie des universités se réduit à la préparation et à la transmission des dossiers, car ce sont les comités « Nicolas » ou les comités « Valérie » qui décideront qui sera financé. De même pour les organismes qui sont désormais coiffés par des « alliances » destinées à terme à recruter les chercheurs, au mépris des instances scientifiques représentatives.

Le 1^{er} juin, soyez là pour combattre ces nouvelles arnaques et exiger, en lieu et place du grand emprunt, des emplois et des financements budgétaires pérennes pour l'ensemble des universités et des organismes de recherche.

* www.snscs.fr/article.php?id_article=2347